

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES**











### **MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---

**Marché de fournitures de mobiliers pour le siège de  
l'UGECAM OCCITANIE**

---

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Marché de fournitures de mobiliers pour le siège de l'UGECAM OCCITANIE
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Avec
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	1 an
	<b>Reconduction</b>	Avec
	<b>Prix</b>	Prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Sans
	<b>Avance</b>	Sans

## SOMMAIRE

1. Dispositions générales du contrat.....	4
2. Présentation du projet.....	4
3. Organisation de l'opération.....	4
4. Contenu de la prestation.....	4
4.1 Prestations attendues.....	4
4.2 Prestations associées.....	6
5. Principes d'aménagement et d'implantation du mobilier.....	6
6. Caractéristiques générales du mobilier.....	7
6.1 Exigences qualitatives, esthétiques et fonctionnelles.....	7
6.2 Exigences réglementaires et techniques de sécurité.....	7
6.3 Exigences environnementales.....	8
7. Calendrier d'exécution.....	8
8. Livraison, installation et montage.....	8
8.1 Délais.....	8
8.2 Modalités de livraison et d'installation.....	9
8.3 Retards de livraison.....	10
9. Garanties et service après-vente.....	10
9.1 Garanties.....	10
9.2 Service après-vente et réparation.....	11

## 1 - Dispositions générales du contrat

Le présent marché a pour objet l'installation et la fourniture de mobilier de bureau et aménagement des nouveaux locaux du Siège de l'UGECAM Occitanie. Actuellement en travaux, le déménagement est à l'horizon février 2026.

Le présent projet sera réalisé sur la Commune de CASTELNAU LE LEZ.

Le marché ne fait pas l'objet d'allotissement.

La durée du marché est fixée à 1 an ferme, renouvelable tacitement 3 fois. La durée totale du marché ne peut excéder 4 ans.

## 2 - Présentation du projet

Le Siège de l'UGECAM Occitanie, actuellement implanté au 515 avenue Georges FRECHE, rejoindra le site du CRIP, au 435, avenue Georges FRECHE, courant février 2026. Le futur Siège de l'UGECAM est composé d'un ensemble immobilier comprenant des salles de formation, de l'hébergement, des services administratifs et un pôle restauration, sur une superficie globale de 13 000 m2.

Le futur bâtiment est en cours de rénovation. Il accueillera l'ensemble des services du Siège sur une superficie totale de 664 m2, au 1er niveau d'un bâtiment faisant l'objet d'une réhabilitation globale.

Les travaux seront finalisés en octobre 2025. Le déménagement sera organisé en février 2026.

## 3 - Organisation de l'opération

### - Les intervenants :

**Maître d'Ouvrage :** UGECAM Occitanie, 515 avenue Georges FRECHE, CS 20004  
34 174 CASTELNAU-LE-LEZ Cedex

### - Direction des opérations :

Didier Laratte

UGECAM Occitanie, 515 avenue Georges FRECHE, CS 20004 - 34 174 CASTELNAU-LE-LEZ Cedex

Tel : 04 99 13 20 26

E-mail : Didier.laratte@ugecam.assurance-maladie.fr

## 4 - Contenu de la prestation

### 4.1 Prestations attendues

La prestation attendue consiste en l'aménagement du Siège de l'UGECAM Occitanie. Elle comprend la fourniture, la livraison, et le montage des mobiliers correspondant à ses espaces et fonctionnalités, tels que décrits au présent cahier des charges.

La prestation ne concerne pas les équipements numériques (ordinateurs, matériels informatiques...), qui demeurent hors du périmètre du présent marché.

Les études et les travaux d'exécution sont à réaliser dans les règles de l'art et conformément aux textes en vigueur au jour de la consultation :

- les normes françaises homologuées,
- les normes CEE,
- le règlement de sécurité incendie applicable,
- les règles d'accueil des personnes handicapées.

Seules les propositions complètes, intégralement détaillées et exposées seront examinées. Elles devront comprendre les éléments suivants :

➤ **Une proposition d'implantation globale des mobiliers nécessaires à l'aménagement**

L'implantation doit privilégier une circulation fluide, avec une zone d'accueil accueillante et des zones modulables pour le travail collaboratif ou la détente. La cohérence esthétique, la modularité et la fonctionnalité sont clés pour un aménagement réussi, tout en respectant l'identité visuelle de l'entreprise.

- Présentation du mobilier en annexe 1
  - Plan d'aménagement inclus
  - Plan de cuisine inclus
- Plan de repérage en annexe 2

➤ **Des échantillons**

L'entreprise doit présenter au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre les échantillons des différents matériaux, ensembles mobiliers et matériels proposés.

Ces échantillons, maquettes, prototypes etc... doivent être représentatifs des ouvrages en vraie grandeur afin de servir de référence et de permettre à la maîtrise d'Ouvrage un contrôle technique

Tous les échantillons seront soumis pour approbation au Maître d'Ouvrage. Les entreprises seront tenues de procéder à toutes les retouches ou mises au point des échantillons, modèles ou maquettes présentés, jusqu'au complet accord.

De plus, l'entrepreneur fournira les photos qui pourraient lui être demandées par le Maître de l'Ouvrage.

Les frais liés à ces présentations font partie intégrante du prix global et forfaitaire.

➤ **Un document présentant les références et exemples d'autres réalisations du candidat dans le domaine de l'aménagement de bureau, s'il y a lieu**

Une expérience précédente de réalisation d'aménagement de bureau par le candidat serait vivement appréciée.

➤ **Un document présentant la méthodologie et les moyens mis en œuvre pour répondre à l'offre, indiquant les conditions de livraison, de montage et d'installation, et le calendrier de la prestation.**

Ce document précisera notamment :

- Les conditions et délais de livraisons.
- Les conditions et délais de montage et d'installation.

- Les modalités d’emballage, de transport, de stockage et de gardiennage du mobilier et du matériel jusqu’à leur réception complète.
- Les travaux éventuels non réalisés par le candidat.

Il comprendra un calendrier prévisionnel et global de l’opération.

➤ **Un devis global de l’offre, accompagné d’une décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)**

Le devis global pour l’ensemble de l’offre comprendra la fourniture, le transport, la livraison, le montage et l’installation de l’ensemble du mobilier proposé, main d’œuvre, matériel, équipements et outillages nécessaires à la mise en œuvre du chantier compris.

Le DPGF indiquera, pour chaque élément, la quantité, le prix unitaire et le délai de livraison estimé.

## 4.2. Prestations associées

Le présent marché comprend par ailleurs les prestations suivantes :

- une démonstration succincte sur le fonctionnement du matériel et une formation à l’utilisation
- les réglages et essais
- les vérifications et validations
- la mise en service complète
- le nettoyage et l’enlèvement des déchets d’emballage lors de la livraison
- la dépose et la reprise du mobilier remplacé en cas de non-conformité
- la garantie et le service après-vente
- la fourniture des notices en français de montage, de sécurité et d’utilisation

## 5 - Principes d’aménagement et d’implantation du mobilier

Les principes d’aménagement et d’implantation du mobilier de bureau, tels que décrits dans le contexte, visent à assurer la sécurité, l’accessibilité, l’esthétique, la durabilité et le confort des espaces publics ou professionnels. Voici les éléments clés à respecter :

- **Respect des normes de sécurité** : L’installation doit garantir la solidité, la stabilité et la résistance face aux usages pour éviter tout risque d’accident ou de blessure. La reconnaissance préalable des lieux est indispensable pour détecter les réseaux d’alimentation d’eau, d’électricité, informatiques, et des protections doit être utilisé pour éviter tout endommagement lors des travaux d’installation et de montage.
- **Accessibilité universelle** : Le mobilier doit être installé de manière à être accessible à tous, y compris aux personnes à mobilité réduite. Des zones d’atteinte optimales en position assise (35-45 cm à 65 cm), en fauteuil roulant (40-60 cm), et en position debout (1,70 à 1,90 m) doivent être respectées pour permettre une utilisation confortable et sécurisée.
- **Harmonie esthétique et intégration dans l’environnement** : Le mobilier doit s’intégrer harmonieusement dans le cadre architectural, en respectant des critères de design et d’implantation pour préserver l’identité visuelle du lieu.

- **Prise en compte des contraintes environnementales** : L'utilisation de matériaux durables, recyclables, et respectueux de l'environnement est encouragée. La durabilité et la facilité d'entretien doivent également être considérées.
- **Organisation de l'espace et circulation** : L'espace entre le mobilier et autres éléments doit permettre une circulation fluide, notamment pour les fauteuils roulants. La zone d'implantation doit laisser suffisamment de dégagement pour la circulation et l'usage sécurisé.
- **Fixation et protection du mobilier** : Selon la pérennité souhaitée, le mobilier peut être fixé avec des piètements, embases ou intégré dans d'autres éléments. La protection contre la corrosion est obligatoire, et la reconnaissance des lieux doit inclure une détection des réseaux pour éviter tout dommage.
- **Respect des normes spécifiques selon le type de mobilier** : Par exemple, pour les plans de travail, armoires, sièges, des dimensions optimales sont recommandées (ex. : plan de travail de 80-90 cm de profondeur, hauteur de 55-65 cm). Les sièges doivent comporter des réglages pour s'adapter à la morphologie de l'utilisateur.

En résumé, l'aménagement et l'implantation du mobilier doivent suivre une démarche rigoureuse intégrant sécurité, accessibilité, harmonie esthétique, durabilité, et respect des réglementations en vigueur pour créer des espaces publics ou professionnels fonctionnels, agréables et inclusifs.

## 6 - Caractéristiques générales du mobilier

### 6.1. Exigences qualitatives, esthétiques et fonctionnelles

L'ensemble du mobilier devra être à la fois robuste et fonctionnel tout en s'intégrant dans un ensemble harmonieux et esthétique. Il devra également répondre aux besoins de confort au quotidien et d'ergonomie de façon à participer au bien-être des collaborateurs usagers.

La pérennité des gammes proposées devra être assurée pour la durée du marché. Une garantie minimale de 5 ans est attendue.

Une attention particulière sera portée sur les exigences de fabrication des fournisseurs en matière de matériaux durables et/ou neufs éco-conçus, de qualité professionnelle.

**Ergonomie et fonctionnalité** : Conception centrée sur l'utilisateur, avec des meubles ajustables, modulaires ou intégrant la technologie (meubles connectés, capteurs, éclairages intégrés). La recherche de confort et d'adaptabilité est primordiale.

### 6.2. Exigences réglementaires et techniques de sécurité

**Conformité aux textes européens et français** : Le mobilier doit respecter les exigences fixées par des règlements comme le REACH (sécurité des substances chimiques) et des décrets spécifiques (ex : meubles pour couchage des jeunes enfants, réglementation relative aux bâtiments recevant du public).

**Normes de sécurité et de performance** : La norme NF EN 1729-2, par exemple, impose des exigences de sécurité pour les meubles (chaises, tables) dans les établissements d'enseignement. Les normes ISO (ex : ISO 7171, ISO 4211, ISO 8191) garantissent la solidité, la stabilité, la résistance à l'humidité, à la chaleur, et la sécurité face au risque d'incendie.

**Matériaux :** Pour le mobilier destiné aux ERP, notamment celui en gros mobilier, les matériaux doivent être classés M3 (moyennement inflammables). Le bois ou ses dérivés doivent avoir une épaisseur minimale de 9 mm pour certains usages.

**Stabilité et ergonomie :** Le mobilier doit être stable, non encombrant, facilement évacuable en cas de sinistre, et adapté à l'usage prévu.

**Respect des normes environnementales :** La certification NF Environnement Ameublement ou NF Mobilier Professionnel Education atteste que le mobilier respecte des critères écologiques, de durabilité, et de sécurité tout au long de son cycle de vie.

**Marquage CE :** Pour certains composants électriques intégrés dans le mobilier, le marquage CE est obligatoire, attestant de la conformité réglementaire.

**Labels et certifications :** La certification volontaire, comme la marque NF, garantit la conformité à un référentiel précis, incluant sécurité, durabilité, et respect des normes environnementales.

En résumé, le mobilier doit respecter un ensemble de caractéristiques techniques, environnementales, de sécurité et de performance, conformément aux réglementations en vigueur, pour assurer la sécurité et la conformité dans tous les contextes d'utilisation.

### 6.3. Exigences environnementales

La labellisation du mobilier doit garantir qu'il est peu émissif, ne nuise pas à la qualité de l'air et respecte des critères sanitaires stricts. La clause « Qualité de l'air et mobilier » impose que, lors du renouvellement, le fournisseur fournisse une preuve de labellisation (Ecolabel européen, NF Environnement, ou équivalent) attestant que les meubles sont peu émissifs.

## 7 - Calendrier d'exécution

Dans le cadre de la procédure, la proposition dans son ensemble fera l'objet d'un échange concernant les choix d'aménagement et de mobilier proposés entre les candidats et le/la responsable du projet, en lien avec l'équipe projet, avant finalisation de la proposition.

## 8 - Livraison, installation et montage

### 8.1. Délais

Les délais d'exécution commencent à compter de l'envoi de l'ordre de service.

Les délais de livraison sont ceux sur lesquels s'est engagé le prestataire dans son mémoire justificatif des offres, ou au plus tard le **2 février 2026**. Ces délais devront respecter le calendrier d'exécution précisé dans l'article 7 du présent cahier des charges.

Le prestataire assure les livraisons, l'installation et le montage des mobiliers commandés, en coordination et avec l'accord du responsable du/de projet.

Les livraisons doivent être effectuées à l'adresse des locaux, située au **435 Avenue Georges Frêche, Castelnau-le-Lez CEDEX, 34173**. Le transport s'effectue, sous la responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Les frais de transport des fournitures sont à la charge du titulaire (livraison franco de port). Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

Au moment de la livraison, les fournitures seront accompagnées d'un bordereau de livraison indiquant



la référence de commande, le nom du prestataire et du fournisseur, la date de livraison, les quantités livrées, le détail des articles livrés.

Le montage devra être conforme aux exigences du fabricant et au plan d'implantation défini en amont de la commande.

La démonstration et la formation seront assurés à l'issue de l'installation, en présence des salariés et du responsable de la maintenance.

## **8.2. Modalités de livraison et d'installation**

### **Lieux et horaires**

Les localisations, horaires de livraison et d'installation sont précisés à l'occasion de la commande.

Les modalités et horaires d'intervention du titulaire seront définis et validés en étroite collaboration avec le responsable du/de projet, avant le démarrage de chaque prestation.

Le titulaire devra obligatoirement prendre rendez-vous avec le/la responsable du projet avant toute démarche.

### **Accès aux locaux**

L'UGECAM Occitanie assure aux préposés du titulaire chargé des prestations, et qu'il a agréé, l'accès à ses locaux dans les conditions prévues par ses règlements.

L'UGECAM peut retirer son agrément par une décision motivée, dont elle informe sans délai le titulaire. Pendant leur séjour dans les locaux de l'UGECAM Occitanie, les préposés du titulaire sont assujettis aux règles d'accès et de sécurité, établies et communiquées au titulaire par le pouvoir adjudicateur.

### **Nettoyage**

Le prestataire doit à ses frais, immédiatement après exécution des prestations, procéder à l'enlèvement de tout emballage et résidu provenant de sa présence et au nettoyage des zones de son intervention (intérieur et extérieur).

Par ailleurs, le prestataire s'engage à maintenir en parfait état de propreté les installations et les locaux techniques dans lesquels il intervient et à évacuer à ses frais les matériels, matières et équipements usagés.

### **Emballages**

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Elle est de la responsabilité du prestataire. Les candidats favoriseront l'emploi des matières recyclées et limiteront au maximum les matériaux nécessaires pour l'emballage des produits et ce, sans interférer sur les conditions de sécurité, de manutention, de transport et de protection des produits.

### **Conditions spécifiques de livraison liées à la ZFE (zone à faible émissions)**

La livraison s'exécutant à l'intérieur d'une Zone à Faibles Émissions (ZFE), les candidats doivent prendre connaissance des réglementations liées à la ZFE de la métropole de Montpellier. La ZFE a pour objectif de réduire la pollution de l'air et d'améliorer la qualité de l'air dans l'agglomération, en restreignant l'accès à la circulation aux véhicules les moins polluants dans plusieurs communes, dont Castelnau-le-Lez et les autres communes de la métropole montpelliéraine.

La classification des véhicules se fait à travers le système des Certificats Qualité de l'Air (vignettes Crit'Air). Les véhicules concernés par la ZFE sont classés en fonction de leur niveau d'émission polluante et des restrictions spécifiques selon la classe de la vignette Crit'Air.

Restrictions de circulation pour les véhicules :

- Depuis le 1er janvier 2023, les véhicules utilitaires légers et poids lourds classés Crit'Air 4, Crit'Air 5 et les véhicules non classés sont interdits d'accès dans la ZFE de la métropole montpellieraine.
- À partir du 1er juillet 2025, l'interdiction s'étend aux véhicules Crit'Air 2.
- Seuls les véhicules équipés de Crit'Air 1 (les véhicules les moins polluants) et les véhicules électriques seront autorisés à circuler dans la ZFE.

Les candidats doivent consulter le site internet de la Métropole de Montpellier (<https://www.montpellier3m.fr>) pour obtenir des informations sur les réglementations spécifiques à la ZFE, ainsi que sur les mesures d'accompagnement mises en place pour favoriser la transition vers des véhicules plus écologiques. Ces mesures incluent : le dispositif d'aide à l'acquisition de véhicules faibles émissions, les infrastructures de recharge pour véhicules électriques, les Centres de Distribution Urbaine (CDU), visant à améliorer la logistique urbaine.

Les candidats devront préciser, dans leur mémoire technique, les mesures prises par leur entreprise pour respecter la réglementation liée à la ZFE, ainsi que les modes de livraison envisagés. Une attention particulière sera portée aux propositions de livraison douce et à la mise en place de solutions de livraisons propres, comme les livraisons par vélos, véhicules électriques ou autres moyens de transport non polluants.

### **8.3. Retards de livraison**

Les livraisons s'effectueront dans les délais dans lesquels s'est engagé le prestataire dans son mémoire justificatif des offres, ou au plus tard le 2 février 2026.

Dans les cas d'impossibilité de livrer dans les temps impartis, le prestataire devra informer, au plus tard 10 jours ouvrés avant exécution de la livraison, le/la responsable du projet du retard dans la livraison et des motifs de ce retard, par courriel confirmé par courrier envoyé par lettre recommandée.

Sous réserve de l'accord de l'UGECAM Occitanie, le prestataire pourra bénéficier d'une prolongation de ses délais de livraison.

En cas d'impossibilité de prolongation, le prestataire s'engage à mettre immédiatement en place toute mesure nécessaire à la continuité de fonctionnement des locaux du siège l'UGECAM Occitanie, au titre de la livraison, de l'installation ou du montage. Il s'engage à mettre provisoirement à disposition de l'UGECAM Occitanie, et à ses frais, du mobilier de même catégorie (livraison et installation incluse) jusqu'à la livraison du mobilier définitif.

Lorsque le prestataire est dans l'impossibilité de respecter les délais du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le délai d'exécution se voit prolongé sans aucune incidence financière.

## **9 - Garanties et service après-vente**

### **9.1. Garanties**

Les fournitures sont en parfait état de marche, exemptes de tout défaut ou vice susceptible de nuire à leur aspect, leur emploi et leur durée de vie. Le matériel défectueux sera repris et remplacé aux frais du prestataire par un matériel identique (gamme et coloris) ou après accord exprès de l'UGECAM Occitanie par un matériel équivalent.

La durée de garantie est celle proposée par le prestataire dans son offre et acceptée par l'UGECAM Occitanie, étant entendu que cette durée ne saurait être inférieure à cinq (5) ans à compter de la date de notification de la décision d'admission de la fourniture.

La garantie comprendra au minimum :

- la fourniture des pièces de rechange conseillées par le titulaire et accepté par le pouvoir adjudicateur

## **9.2. Service après-vente et réparation**

Le service après-vente (SAV) concerne les réparations et remplacements effectués pendant la période de garantie.

Le titulaire du marché assure les prestations SAV des mobiliers acquis dans le cadre du présent marché.

La demande de SAV est envoyée par mail avec accusé de réception écrit de la part du titulaire. À compter de la réception de la demande écrite de l'UGECAM Occitanie, le délai d'intervention sur site est de 5 jours ouvrés maximum. Le jour et l'heure seront fixés d'un commun accord entre le prestataire et le responsable du projet en amont.

Si la réparation sur place est possible, le titulaire doit y procéder.

À compter de l'intervention du titulaire sur site, la réparation doit avoir lieu :

- sous 10 jours ouvrés maximum dans le cas où la réparation ne nécessite pas de nouvelle fabrication
- sous 40 jours ouvrés maximum dans le cas où la réparation nécessite une nouvelle fabrication. La prestation inclut du mobilier neuf, livré, monté et installé dans les locaux dédiés

Les réparations réalisées donnent lieu à la rédaction d'un bon d'intervention adressé à l'UGECAM Occitanie comprenant, à minima, les éléments suivants :

- les informations sur le matériel à réparer (désignation du matériel, modèle, marque, etc.),
- la nature ou le type de l'intervention,
- le nom du technicien intervenant,
- le lieu, la date et la durée d'intervention,
- les pièces réparées ou remplacées

